

Bulletin d'information du Canada sur la traite de personnes

BÂTIR UN CANADA SÉCURITAIRE ET RÉILIENT

Organisation en vedette

Fondation canadienne des femmes

Depuis 1991, la **Fondation canadienne des femmes** aide des femmes et des filles du Canada à échapper à la violence, à sortir de la pauvreté et à reprendre confiance en elles.

La Fondation est déterminée à mettre fin à la traite de femmes et de filles à des fins d'exploitation sexuelle au Canada. Au cours des trois prochaines années, elle investira près de 2 millions de dollars pour enrayer cette forme extrême de violence à l'endroit des femmes. Cet argent financera des programmes venant en aide à des femmes et des filles qui souhaitent échapper à l'exploitation sexuelle et reconstruire leur vie; visant à mener des recherches; et réunissant des experts, des survivantes et des dirigeants communautaires au sein d'un Groupe de travail sur la traite des femmes et des filles au Canada. Le Groupe de travail se concentrera sur l'élaboration d'une stratégie nationale portant sur les domaines prioritaires suivants :

- les besoins et les lacunes en matière de services offerts aux femmes et aux filles victimes de traite et d'exploitation sexuelle;
- la sensibilisation du public et les stratégies de prévention;
- les enjeux pertinents sur le plan juridique et en matière de politiques;
- le renforcement des capacités du secteur et la formation;
- les politiques gouvernementales et le financement public;
- la stratégie philanthropique.

Pour en apprendre davantage, veuillez consulter le <http://www.canadianwomen.org/fr>.

DANS CE NUMÉRO

Organisation en vedette – **Fondation canadienne des femmes**

Formation et événements

Nouvelles nationales et du gouvernement du Canada

Dans les régions

Le point sur les projets de loi

Occasions de financement

Études et publications

Formation et événements

La formation en ligne sur la lutte contre la traite de personnes est maintenant plus facile d'accès

Traite de personnes : le Canada n'est pas à l'abri est un outil novateur de formation en ligne conçu en Colombie-Britannique (C.-B.) dans le but d'aider les fournisseurs de services de première ligne à reconnaître les activités suspectes de traite de personnes au Canada et à intervenir est désormais disponible en français, ce qui augmente l'accès à cet outil important.

Le gouvernement provincial a d'abord lancé la formation en juin 2011 pour aider les intervenants à reconnaître les victimes de traite, les aider et leur offrir des services d'aiguillage leur permettant de trouver aide et protection.



La formation a été traduite afin d'être disponible dans l'ensemble du pays grâce à un accord de financement entre Sécurité publique Canada et le **Bureau de lutte contre la traite des personnes de la C.-B.**

Pour en savoir plus sur le Bureau et pour suivre la formation en ligne, veuillez consulter le : <http://www.pssq.gov.bc.ca/octip/training.htm>.

La version française est disponible à cette adresse : <http://www.pssq.gov.bc.ca/octipfrançais/>.

Defend Dignity organisera des forums d'information en 2013

[Defend Dignity](#), une initiative de justice de L'Alliance chrétienne et missionnaire au Canada visant à abolir la prostitution et la traite de personnes au Canada, tiendra des forums d'information un peu partout au pays pour attirer l'attention des citoyens et leur donner des moyens de s'impliquer dans la lutte contre la traite de personnes. Les forums comprendront des présentations de femmes ayant déjà été victimes de traite ou d'exploitation, de policiers, de représentants municipaux, d'organisations de première ligne, d'un analyste politique et d'autres intervenants, qui seront suivies d'une période de questions. Il y aura également des occasions de réseautage.

Pour en savoir plus sur les forums, regardez le [message d'intérêt public](#) de **Defend Dignity**.

Séances de formation sur la traite de personnes au Canada offertes par l'AAMS

Les inscriptions sont déjà commencées pour la séance de formation de 5 jours sur la traite de personnes organisée par l'**Alliance Against Modern Slavery** (AAMS) et ses partenaires à Toronto, du 18 au 22 mars 2013 (de 9 h à 16 h). Le programme de formation détaillé sur l'exploitation sexuelle et la traite de personnes a été rédigé à l'intention des organismes d'application de la loi, des fournisseurs de services de première ligne et des travailleurs sociaux. Il se penche sur les questions de la sensibilisation, de l'aide aux victimes et de l'intervention, en plus d'être adapté à la législation en vigueur, aux populations touchées et aux protocoles locaux. L'AAMS a le plaisir d'accueillir des formatrices reconnues à l'échelle nationale et internationale, Jane Runner et Jennifer Richardson, et remercie

l'ambassade des États-Unis pour le financement reçu. Les frais d'inscription sont de 200 \$ pour la séance d'une semaine, et des subventions sont disponibles. On prévoit que les 80 places disponibles trouveront rapidement preneur. Pour en savoir plus sur la formation à Toronto ou sur celles qui auront lieu à Thunder Bay et à Windsor plus tard dans l'année, ainsi que pour vous inscrire, veuillez consulter le [site de l'AAMS](#).

PACT Ottawa offre un atelier de formation des formateurs sur la traite de personnes

PACT Ottawa, la **Coalition Outaouaise pour en finir avec la traite de personnes** et le **St. Joe's Women's Centre** donneront un atelier de formation d'une journée sur la traite de personnes à l'intention d'organismes offrant des services de première ligne ainsi que de premiers intervenants les 27 février et 3, 13, 20 et 23 mars 2013 dans la salle paroissiale St. Joseph, à Ottawa (Ontario).

L'objectif est de former des représentants d'organismes de services communautaires et des intervenants sélectionnés tels que des éducateurs, des professionnels de la santé, des associations de prévention du crime et des gangs au sujet de la traite de personnes. La séance et les documents sont adaptés à la nature locale de la traite dans la région de la capitale nationale ainsi qu'aux tendances de notre région, qui s'étend à Montréal, au Nord du Québec, au Nunavut et aux collectivités frontalières.

Pour en savoir plus, veuillez communiquer avec la coordonnatrice du projet, Helen Roos, au 819-568-2400 ou à h.roos@pact-ottawa.org.

Conférence et atelier sur la traite de personnes à Montréal

Le **Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale** (CATHII) organise un événement intitulé, ***Intervenir face à la traite : vers une action concertée!*** les 11 et 12 avril 2013, à Montréal.

L'événement vise à réunir des intervenants des secteurs communautaires, de la santé et des services sociaux et judiciaires du Québec et du reste du Canada, afin de discuter de leurs pratiques et de leur expérience. Il vise également à cibler les pratiques exemplaires qui

favorisent la collaboration et la coordination intersectorielles. On y présentera les résultats d'études Canadiennes sur les services d'aide et de protection des victimes de traite ainsi que des initiatives conjointes.

L'un des résultats attendus est l'établissement de recommandations, de stratégies et d'une voie à suivre possible pour renforcer les mesures concertées au Québec visant à lutter contre la traite de personnes et à protéger les victimes.

L'événement est organisé par le CATHII en collaboration avec l'École de service sociale de l'Université McGill et la Chaire Hans et Tamar Oppenheimer en droit international public, et grâce au financement du ministère de la Justice Canada.

Le programme et le formulaire d'inscription sont disponibles au <http://www.cathii.org/intervenir.html>.

Nouvelles nationales et du gouvernement du Canada

Consultation des intervenants en matière de traite de personnes de l'automne 2012

En octobre 2012, pour respecter un engagement pris dans le **Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes**, Sécurité publique Canada a tenu une consultation en ligne auprès des intervenants canadiens en matière de traite de personnes. Les résultats de cette consultation ont constitué la base de la poursuite des discussions lors de cinq tables rondes régionales des intervenants d'un bout à l'autre du pays (Halifax, Montréal, Toronto, Winnipeg et Edmonton) en novembre et décembre 2012. Un rapport national sur ces consultations sera rendu public au cours des prochains mois.

Sécurité publique Canada souhaite remercier les organisations et les personnes qui ont participé aux consultations en ligne et en personne. Pour en savoir plus, veuillez écrire au Groupe de travail sur la traite de personnes à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

La GRC lance une campagne de sensibilisation des jeunes à l'égard de la traite de personnes

Le 22 novembre 2012, le Centre national de coordination

contre la traite de personnes (CNCTP) de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) a lancé une campagne de sensibilisation des jeunes à l'égard de la traite de personnes. La campagne **Je ne suis pas à vendre** comprend une brochure pour les jeunes, des affiches et une vidéo, une feuille d'information pour les parents ainsi qu'un guide d'utilisateur et une présentation PowerPoint pour les personnes travaillant auprès des jeunes.

Pour consulter les documents de la campagne de la GRC, rendez-vous en ligne au <http://www.rcmp-grc.gc.ca/ht-tp/index-fra.htm>.

Si vous souhaitez obtenir une copie de la trousse, écrivez à htncc-cnctp@rcmp-grc.gc.ca ou téléphonez au 1-855-850-4640.

Le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction du MAECI appuie les efforts de lutte contre la traite de personnes au Guatemala de l'UNICEF

Depuis février 2012, le Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) appuie les efforts du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) pour lutter contre le grave problème qu'est la traite d'enfants au Guatemala, grâce à une subvention de 1,2 million de dollars.

L'UNICEF s'efforce de renforcer les systèmes de justice et de sécurité du Guatemala à l'aide d'un système efficace et complet de protection des enfants pour la détection des cas, l'attention donnée aux victimes et la réinsertion sociale et familiale.

Pour en savoir plus, consultez le site Web du GTSR au <http://www.international.gc.ca/START-GTSR/index.aspx?lang=fra&view=d>.

Arrivée prochaine de documents de sensibilisation à la traite de personnes dans les bureaux d'entrée!

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) collabore avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) et la GRC pour distribuer des documents d'information aux étrangers qui pourraient être vulnérables à la traite de personnes.

Les documents d'information seront fournis aux bureaux d'entrée sous la forme d'une brochure disponible en huit langues et donnant des renseignements sur la façon dont les victimes peuvent obtenir de l'aide.

Une séance de formation sur la traite de personnes sera également offerte à tous les nouveaux agents des services frontaliers, ainsi qu'un outil d'apprentissage en ligne pour les agents déjà en poste qui n'ont pas encore suivi la formation. Les brochures devraient être distribuées aux agents de première ligne avant la fin de l'exercice financier.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Christine Achakji (Christine.Achakji@cbsa-asfc.gc.ca).

Participation du Canada à la conférence sur la traite de personnes à Stockholm

À l'invitation de la Suède, des représentants d'un petit groupe de pays aux vues similaires (dont le Canada) et de trois organismes des Nations Unies (UNICEF, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et Organisation Internationale du Travail) faisant partie du Groupe inter institutions de coopération contre la traite des êtres humains se sont réunis pour discuter des efforts de lutte contre la traite de personnes au moyen du système multilatéral et sur la façon de renforcer ces efforts.

L'objectif de la conférence était de réunir des pays qui souhaitent activement renforcer les efforts multilatéraux afin de discuter de la façon d'améliorer la coordination et de renforcer l'intervention multilatérale à l'égard de la traite de personnes ainsi qu'à fournir une plateforme constructive de discussion et d'échange d'idées et de pratiques exemplaires.

On a présenté à la conférence une recherche commandée par la Suède. Les participants ont convenu que pour renforcer la coordination multilatérale, il faut mettre l'accent sur le renforcement des mécanismes et des acteurs déjà en place, et non sur la création de nouveaux mécanismes. La Suède présentera probablement le document de recherche révisé à la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013.

Pour en savoir plus ou pour obtenir une copie du document de recherche de la Suède, veuillez écrire à valerie.nabb@international.gc.ca.

Modifications au Programme des étudiants étrangers

Le 29 décembre 2012, CIC a proposé des modifications réglementaires au Programme des étudiants étrangers (PEE). Les modifications proposées découlent d'une évaluation du PEE dont les conclusions indiquaient que des lacunes dans le cadre réglementaire et stratégique du Ministère rendaient le Programme vulnérable à une utilisation abusive.

Plus précisément, l'évaluation a permis de conclure qu'il existe des cas d'abus et de fraude à l'égard du PEE, mais on ne peut pas en déterminer la portée en raison du manque de données et de rapports uniformes. L'évaluation a également permis d'établir que les efforts d'atténuation des risques de fraude et d'abus sont très diversifiés et que les faux étudiants et les établissements d'enseignement douteux faisaient partie des principales inquiétudes concernant l'intégrité du Programme. En 2010, un rapport distinct de la GRC sur la traite de personnes ciblait également les permis d'études comme une voie menant à l'exploitation dans le commerce du sexe.

Les modifications proposées permettraient de réduire les abus du PEE par des établissements d'enseignement frauduleux et de s'assurer que l'intention principale des étudiants étrangers venant au Canada est bien d'étudier. Le renforcement de certains aspects du Programme pouvant faire l'objet d'abus par des établissements frauduleux ou de faux demandeurs de permis d'études est essentiel au maintien de la réputation du Canada à l'étranger et pour assurer que le Canada continue de profiter des énormes avantages sociaux et économiques offerts par le PEE. Aussi, les modifications proposées suivent les réformes mises en place par les principaux pays en compétition avec le Canada concernant les étudiants étrangers.

Veuillez consulter le [site de CIC](#) pour en savoir plus sur les modifications proposées.

Dans les régions

Ouest du Canada

Le comité de lutte contre la traite de Williams Lake offre un atelier de formation des formateurs aux fournisseurs de services locaux

Le **comité de lutte contre la traite de Williams Lake** a organisé et offert un atelier de **formation des formateurs** de deux jours aux fournisseurs de services locaux, à l'aide d'un fonds de confiscation civile du ministère de la Justice de la Colombie-Britannique. Des intervenants en soutien communautaire, des intervenants auprès des victimes, des policiers et des travailleurs sociaux de la région de Williams Lake et de 12 collectivités autochtones adjacentes l'ont suivie.

Au cours des deux journées, des employés du Bureau de lutte contre la traite des personnes de la C.-B. ont dirigé des activités où les participants examinaient la définition de la traite de personnes, apprenaient à repérer les indicateurs de différentes formes d'exploitation et discutaient des pratiques exemplaires pour aider les victimes ainsi que des mécanismes de prévention. De plus, la GRC a offert une présentation sur les liens entre les activités des gangs et la traite de personnes. Les participants, regroupés par collectivité, ont examiné les services offerts pour appuyer les victimes, ont ciblé les lacunes et ont choisi les mesures à prendre dans leur collectivité pour favoriser la sensibilisation et la prévention.

Une initiative semblable est prévue pour la **fin mars 2013**, dans la **région de Prince George**; le Bureau de lutte contre la traite des personnes de la C.-B. collabore avec des représentants de la région et de la Société Elizabeth Fry pour organiser et mettre en œuvre la formation. Pour en savoir plus, consultez le <http://www.pssg.gov.bc.ca/octip>.

Prairies

ACT Alberta ouvre une nouvelle section à Grande Prairie

ACT Alberta a le plaisir d'annoncer que sa nouvelle section à Grande Prairie est maintenant en fonction! ACT

Alberta a hâte de collaborer avec la collectivité pour en faire un endroit où la traite de personnes n'est pas tolérée.

Pour plus d'information, visitez le site www.actalberta.org

ACT Alberta lance un programme d'éducateurs communautaires

En janvier, **ACT Alberta** a lancé un programme d'éducateurs communautaires visant à former des bénévoles souhaitant devenir des éducateurs en matière de traite de personnes. Grâce à l'appui de l'*Alberta Human Rights, Education and Multiculturalism Fund*, le programme aidera le public à reconnaître ce crime et à le dénoncer.

Pour plus d'information, visitez le site www.actalberta.org

Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes du Manitoba

La **Loi sur l'exploitation sexuelle d'enfants et la traite de personnes** est entrée en vigueur le 30 avril 2012. Elle prévoit la création d'une ordonnance de protection pour les victimes d'exploitation sexuelle juvénile ou de traite de personnes et autorise certaines parties à demander une ordonnance de protection au nom de victimes d'exploitation sexuelle juvénile ou de traite de personnes. La *Loi* permet à une adulte victime de traite de personnes, telle qu'elle est définie dans la *Loi*, de poursuivre son auteur.

Cette nouvelle loi ajoute une ordonnance de protection autonome qui impose des restrictions quant aux actions d'un contrevenant présumé (désigné comme l'intimé) à l'égard d'une victime. Les ordonnances peuvent être accordées d'urgence et peuvent comprendre des conditions interdisant à l'intimé de communiquer ou d'entrer en contact avec la victime, de la suivre, de s'en approcher ou de se trouver près d'un endroit où elle se trouve.

Pour de plus amples renseignements, cliquez sur les liens suivants :

<http://www.gov.mb.ca/justice/csehtfactsheet.fr.pdf>
<http://www.gov.mb.ca/justice/csehtact.fr.html>

Ontario

Le **réseau de lutte contre la traite de personnes de Toronto**, qui a été créé à la suite d'un forum organisé en avril 2012 par le Centre de réfugiés des Fidèles Compagnes de Jésus sur la traite de personnes et les migrations irrégulières (*Human Trafficking and Migration: Building Community Response Forum*) et est formé de 37 membres, collabore actuellement avec la Ville de Toronto pour fournir des renseignements pertinents sur la traite de personnes.

Le directeur de la Ville a déposé une motion pour examiner le problème de la traite de personnes à Toronto afin de renforcer la protection des femmes et des enfants vulnérables à l'égard des trafiquants; d'améliorer les services de réhabilitation des victimes; de réduire la traite de personnes dans la ville; et de formuler une politique interdisant à la Ville de faire des publicités dans les publications qui acceptent les publicités pouvant contribuer à la traite de personnes.

Pour en savoir plus sur le réseau et son travail, écrivez à tocounterhtnetwork2012@gmail.com.

« Break the Silence », message d'intérêt public sur la traite de personnes

Lors du troisième gala annuel « Journey to Freedom » tenu le 27 janvier 2012, l'organisme d'aide aux victimes Walk With Me a annoncé la publication, sur iTunes, de « Break the Silence », une chanson originale sur la traite de personnes. L'auteur et chanteur François Mulder a composé cette chanson après avoir rencontré Timea Nagy, qui a survécu à la traite de personnes à l'échelle internationale et qui a fondé Walk With Me. La chanson, de même que la vidéo, servira de message d'intérêt public pour sensibiliser la population au problème de la traite de personnes à l'échelle nationale.

Vous pouvez consulter le message d'intérêt public à l'adresse <http://youtu.be/9aJS0lcjByM>.

Vous pouvez également acheter la chanson sur iTunes; les recettes sont versées à Walk With Me, une organisation qui fournit un soutien et des services aux victimes de la traite de personne et qui dispense de la formation aux organismes d'application de la loi.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'organisme d'aide aux victimes Walk With Me, vous pouvez consulter le lien suivant : <http://www.walk-with-me.org/> (en anglais seulement).

Québec

Coalition provinciale de lutte contre la traite de personnes

Environ 20 organisations du Québec travaillant auprès de victimes de la traite de personnes ont formé une coalition dont la mission est de réseauter avec des organisations qui offrent des services et travaillent à la protection des personnes et à la prévention de la traite, ainsi que de mettre en commun leur expertise afin de répondre aux besoins des victimes.

La coalition comprend des organisations publiques, parapubliques, communautaires et non gouvernementales traitant de la question ou offrant de l'aide et du soutien aux victimes de ce crime dans la province de Québec. Elle se penche sur des questions liées à la traite de personnes sous toutes ses formes, à l'échelle nationale et internationale, à des fins de travail forcé ou d'exploitation sexuelle.

Le groupe mobilise les organisations et les intervenants appropriés à l'égard d'objectifs communs dans le but : 1) d'améliorer les mesures de protection et de détection des victimes de la traite de personnes au Québec; 2) de favoriser la sensibilisation à l'égard de la traite de personnes; 3) d'assurer que les victimes reçoivent un appui approprié et d'améliorer l'harmonisation des ressources et des services. De plus, le groupe a créé des outils facilitant les efforts d'intervention. À cette fin, un site Web sera lancé au printemps 2013.

La coalition fait partie d'un projet du Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) et profite du soutien financier du ministère de la Justice Canada.

Pour en savoir plus, consultez le <http://www.cathii.org/>.

Le point sur les projets de loi

Projet de loi d'initiative parlementaire C-452

Le 16 octobre 2012, la députée Maria Mourani (Ahuntsic, Qc) a présenté le **projet de loi C-452 – Loi modifiant le Code criminel (exploitation et traite de personnes)**. Le projet de loi modifierait le *Code criminel* afin qu'il prévoie des peines consécutives pour les infractions de proxénétisme ou de traite de personnes, créerait une présomption relative à l'exploitation d'une personne par une autre et ajouterait des circonstances présumées constituer de l'exploitation. Le projet de loi ajouterait également les infractions de proxénétisme et de traite de personnes à la liste des infractions visées par la confiscation des produits de la criminalité.

Pour connaître les détails du projet de loi, consultez le <http://www.parl.gc.ca/LegisInfo/Home.aspx?ParliamentSession=41-1&Language=F>.

Occasions de financement

Le Fonds d'aide aux victimes de Justice Canada permet d'offrir de l'aide financière sous forme de subventions et de contributions à des particuliers, à des organismes et à des gouvernements provinciaux et territoriaux, en appui à la mise sur pied de projets et d'activités qui encouragent l'innovation à l'égard des services aux victimes, améliorent les services existants, facilitent l'accès à la justice, améliorent la capacité des fournisseurs de services, favorisent l'établissement de réseaux d'aiguillage et sensibilisent le public à l'égard des services offerts aux victimes d'actes criminels et à leur famille, y compris les victimes de traite de personnes. Un appel de propositions est ouvert pour avoir accès à ces fonds, et les demandes peuvent être présentées en tout temps.

Pour obtenir d'autres renseignements sur le Fonds d'aide aux victimes et sur la façon de présenter une demande, visitez le <http://www.justice.gc.ca/fra/pi/cpcv-pcvi/pres-over.html>.

Études et publications

Migration de la main-d'œuvre, traite de personnes et multinationales : marchandisation de la circulation illicite

Publié sous la direction d'Ato Quayson et d'Antonela Arhin

Beaucoup de documents sur la traite de personnes sont axés sur la traite à des fins sexuelles, mais une grande proportion de la traite de personnes concerne les travailleurs migrants, contraints de quitter leur pays d'origine en raison du dénuement économique pour chercher de meilleures conditions de vie, principalement dans les domaines de l'agriculture, de la construction et de l'entretien ménager. La migration des travailleurs est parfois légaux et bien gérés, mais parfois, elle ne l'est pas, et les travailleurs migrants subissent fréquemment des menaces ou se retrouvent dans des situations de travail forcé où ils produisent des biens pour le commerce illégal.

Le livre *Labour Migration, Human Trafficking and Multinational Corporations: The Commodification of Illicit Flows* (Migration de la main-d'œuvre, traite de personnes et multinationales : marchandisation de la circulation illicite) explore l'implication, intentionnelle ou non, des multinationales dans la traite de personnes à des fins d'exploitation de la main-d'œuvre. Il examine à quel point les multinationales sont poussées à obtenir de la main-d'œuvre bon marché afin de demeurer concurrentielles et explique pourquoi le problème provient souvent des sous-traitants, qui ne sont pas aussi bien surveillés qu'ils devraient l'être. De plus, les essais publiés dans ce livre soulignent et évaluent les mesures prises par les gouvernements et les organismes internationaux pour éliminer le problème.

Rapport mondial sur la traite des personnes, ONUDC (2012)

Le Rapport mondial sur la traite des personnes de 2012 donne un aperçu des caractéristiques et des flux de la traite des personnes à l'échelle mondiale, nationale et régionale, en fonction de cas de traite détectés de 2007 à 2010 (ou plus récemment).

Le rapport comprend également un chapitre sur les efforts déployés dans le monde entier pour lutter contre la traite de personnes. Le Rapport mondial présente le profil des 132 pays étudiés dans cette édition du rapport ainsi qu'une analyse nationale de chacun d'entre eux. À partir de cette année, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) produira le Rapport mondial sur la traite des personnes tous les deux ans.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour consulter le rapport, consultez le <http://www.unodc.org/unodc/data-and-analysis/glotip.html>.

Estimation du travail forcé dans le monde (2012) de l'OIT

Dans l'*Estimation du travail forcé dans le monde (2012)* publié récemment, l'Organisation internationale du travail (OIT), s'appuyant sur une nouvelle méthodologie statistique plus performante, estime à 20,9 millions le nombre de victimes du travail forcé dans le monde, prisonnières d'un travail qui leur a été imposé par la contrainte ou mensongèrement présenté sous un jour enviable.

Pour consulter le résumé de ce rapport ainsi que d'autres documents et ressources, veuillez consulter le http://www.ilo.org/sapfl/Informationresources/LOPublications/WCMS_182009/lang--fr/index.htm.

La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité

En décembre 2012, un collectif de chercheuses féministes a publié une étude intitulée **La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité**. L'étude présente une analyse de cas qualitative de femmes victimes de la traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle dans différents secteurs du commerce du sexe au Québec. Elle explore la violence dans la prostitution en révélant la tromperie utilisée pour recruter des prostituées et les obstacles qu'elles doivent surmonter pour sortir du commerce du sexe.

PROPOSER DES ARTICLES

Pour proposer des articles sur des activités, des événements ou des nouvelles concernant la traite de personnes, envoyez vos suggestions à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

COORDONNÉES

Pour en savoir davantage sur le bulletin d'information ou pour être ajouté à la liste de distribution, veuillez envoyer un courriel à HTT.GTTP@ps-sp.gc.ca.

Le présent bulletin d'information est distribué un maximum de trois fois par année par la **Division des crimes graves et du crime organisé** de **Sécurité publique Canada**, et son contenu est fourni par les intervenants canadiens œuvrant dans la lutte contre la traite de personnes. Sa pertinence repose sur l'information fournie par nos partenaires.